

tiel. Les grèves font trop de tort aux personnes âgées, aux anciens combattants, aux sociétés de bienfaisance et aux petites entreprises.

Une autre solution à ma proposition d'interdire la grève à la Société canadienne des postes serait de mettre un terme au monopole dont elle jouit actuellement. Autrement dit, il s'agirait de laisser le secteur privé entrer dans le jeu.

La plus récente étude globale des problèmes de la Société canadienne des postes est celle d'Alan Marchment. Dans son rapport, il recommandait de privatiser la Société canadienne des postes si elle ne parvenait pas à réaliser ses objectifs de service et d'autonomie financière en 1990.

En terminant, je voudrais dire qu'il est décevant de penser qu'il faudra probablement une autre semaine pour adopter cette mesure législative. Je suis découragé mais pas surpris que Jean Chrétien et ses libéraux, et Audrey McLaughlin et ses néo-démocrates, n'aient pu résister à la tentation de faire de ce débat un jeu politique.

De toute évidence, ils ne se soucient pas du tort fait aux Canadiens moyens qui sont en train de perdre leur emploi. Ils ne se soucient pas des difficultés économiques créées partout au Canada. Les Canadiens ne seront pas dupes d'un discours politique aussi creux.

Le chef de l'opposition ordonnera probablement à ses sénateurs libéraux d'atermoyer, de retarder le projet de loi C-29 le plus longtemps possible, ce qui aggravera les difficultés économiques des canadiens.

J'ai reçu bien des appels et bien des lettres au sujet de la grève de l'Alliance. Les auteurs de ces lettres et de ces appels sont presque tous d'accord sur la loi de retour au travail émanant du gouvernement. Ils s'opposent à ce que les fonctionnaires prennent le gouvernement en otage et sont très mécontents du tort qu'on leur fait.

Permettez-moi de vous transmettre des observations que m'ont faites deux représentants du monde des affaires de Markham—Whitchurch—Stouffville. Je me suis récemment entretenu avec Maureen Hyman, propriétaire d'une entreprise de ma circonscription. Elle a lutté pendant toute la récession pour sauvegarder son entreprise familiale. M<sup>lle</sup> Hyman est de plus en plus mécontente des grèves qui assaillent le Canada.

Elle dit que notre pays est dans un chaos total. Elle dit que la notion de sécurité d'emploi, notamment en période de difficultés économiques, est ridicule. Personne ne devrait avoir de sécurité d'emploi. Qu'en est-il de la

### *Initiatives ministérielles*

sécurité d'emploi dans le secteur privé? Personne ne devrait avoir un emploi pour la vie. C'est tout à fait absurde. M<sup>me</sup> Hyman estime que les travailleurs ne devraient pas avoir le droit de faire la grève et de perturber la vie des Canadiens.

J'ai aussi entendu les commentaires de Joseph Wilman, un électeur qui vit et travaille dans ma circonscription. Il m'a expliqué qu'il n'était pas d'accord avec la décision de l'AFPC de déclencher une grève. M. Wilman, qui a déjà été fonctionnaire, estime que la fonction publique ne devrait pas être syndiquée.

Selon lui, les fonctionnaires n'ont peut-être pas d'augmentation salariale en ce moment, mais leur sécurité d'emploi compense cela largement. Il a ajouté que les fonctionnaires ont un emploi et que cela devrait leur suffire.

Les travailleurs du secteur privé subissent des baisses de salaire lorsque la récession frappe. Ce matin, Grant Heichert m'a téléphoné de Stouffville. Il était furieux contre le syndicat. Voici ce qu'il m'a dit: «Si le syndicat refuse de se conformer à la loi, il devrait être interdit et démantelé. Si les fonctionnaires refusent de rentrer au travail, qu'on les congédie.»

Bref, les Canadiens d'un océan à l'autre sont mécontents de cette grève.

Nous sortons à peine d'une grave récession; des milliers de Canadiens ont perdu leurs emplois. De nombreux autres travaillent, mais s'inquiètent au sujet de leur sécurité d'emploi. Ils ne comprennent pas comment les fonctionnaires fédéraux peuvent présenter des demandes aussi irréalistes.

Les Canadiens en ont assez des taxes et des impôts. Comme je le disais tout à l'heure, ils blâment les trois niveaux de gouvernement. Ils sont mécontents et frustrés. Ils veulent que leurs taxes et impôts soient au moins utilisés avec circonspection et parcimonieusement. Ils ne veulent certainement pas que les fonctionnaires obtiennent une augmentation salariale en ce moment.

Les Canadiens croient que la plupart des fonctionnaires sont relativement bien traités, compte tenu de facteurs comme la sécurité d'emploi, les généreux avantages sociaux, les salaires qui, par comparaison, sont élevés et les pensions entièrement indexées.

Cette grève est très préjudiciable à l'économie. Les céréaliculteurs risquent de voir leur marge brute d'auto-financement considérablement réduite parce qu'ils ne peuvent expédier leur grain; de nombreux manufacturiers utilisent le système de stockage au moment adéquat et, de ce fait, ont vu leurs activités paralysées; des hom-